



Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

Groupement Hospitalier Diaconesses Croix Saint Simon

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Groupe Hospitalier Diaconesses Croix Saint Simon
Association régie par la loi du 1er juillet 1901
SIREN : 445 043 326

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale du Groupe Hospitalier Diaconesses Croix Saint Simon,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association GHDCSS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de

systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Paris La Défense, le 14 juin 2024

Aurélie JOUBIN

Associée

DocuSigned by:
Aurélie Joubin
130CF300E20342D...



DIRECTION FINANCIÈRE

RAPPORT FINANCIER

AU 31 DÉCEMBRE 2023

Présenté à l'AGO du 26 juin 2024

SOMMAIRE

A – COMPTES AU 31 DÉCEMBRE 2023 3

 BILAN ACTIF / PASSIF 3

 COMPTE DE RÉSULTAT 5

 SOMMAIRE DES ANNEXES 7

A – COMPTES AU 31 DÉCEMBRE 2023

BILAN ACTIF / PASSIF

ACTIF	Exercice 2023			Exercice 2022
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles	19 960 032	10 336 235	9 623 799	10 816 083
Honoraires	14 880 290	5 770 107	9 110 184	9 954 412
Frais d'établissement	239 423	239 423	0	0
Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
Donations temporaires d'usufruit			0	0
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	4 840 319	4 326 705	513 615	861 671
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	131 606 842	74 976 805	56 630 036	59 273 870
Terrains				
Constructions	315 000	167 985	147 015	157 514
travaux TC1	45 226 646	17 684 327	27 542 319	29 310 843
travaux TC2	15 392 532	4 317 314	11 075 218	11 694 277
travaux TC3	6 604 657	850 735	5 753 922	6 029 714
Installations techniques, matériel et outillage industriels	63 802 933	51 956 443	11 846 490	11 456 838
Immobilisations corporelles en cours	265 074		265 074	624 684
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières	3 998 182	0	3 998 182	4 630 599
Participations et Créances rattachées	63 670		63 670	63 670
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	3 934 512		3 934 512	4 566 930
Total I	155 565 056	85 313 040	70 252 017	74 720 552
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	212 604		212 604	250 629
Créances	16 770 165		16 408 881	16 978 403
Créances clients, usagers et comptes rattachés	3 618 096	326 015	3 292 081	2 839 123
Assurance maladie	7 133 903		7 133 903	11 201 439
Associés opération en commun	247 426	35 269	212 157	168 079
Comptes de liaison entités liées	706 011		706 011	564 271
Débiteurs divers	1 685 631		1 685 631	772 583
Personnel et promofaf	223 138		223 138	184 230
Produits à recevoir	3 155 960		3 155 960	1 248 679
Valeurs mobilières de placement	44 752		44 752	44 724
Instruments de trésorerie			0	0
Disponibilités	3 005 135		3 005 135	1 198 660
Charges constatées d'avance	792 922		792 922	500 982
Total II	20 825 579	361 284	20 464 295	18 973 399
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion Actif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	176 390 635	85 674 324	90 716 310	93 693 951

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES *		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	8 400 000	8 400 000
Dotation Art 50 LFSS 2021	6 354 720	6 354 720
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	3 660 955	3 660 955
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	-19 105 749	-13 156 443
Excédent ou déficit de l'exercice	-4 769 995	-5 949 306
Situation nette (sous total)	-5 460 069	-690 074
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	19 672 181	19 404 096
Provisions réglementées		
Total I	14 212 112	18 714 022
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés sur subventions	1 381 450	1 456 338
Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	3 687 162	3 599 544
Total II	5 068 612	5 055 882
PROVISIONS		
Provisions pour risques	608 331	423 675
Provisions pour charges		
Fonds dédiés sur subventions		
Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
Total III	608 331	423 675
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	40 656 681	43 659 841
Emprunts et dettes financières diverses	765 000	828 750
Avance de trésorerie CPAM		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	8 433 123	7 306 735
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	16 148 687	15 497 057
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Comptes de liaison entités liées	3 177 397	1 039 590
Autres dettes	1 403 292	1 043 898
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	243 075	124 500
Total IV	70 827 255	69 500 371
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	90 716 310	93 693 951

COMPTE DE RÉSULTAT

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de prestations de service	11 805 461	8 898 795
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Produits versés par l'Assurance maladie	133 612 355	127 046 848
Fond d'intervention régional	5 885 951	4 566 294
Autres subventions publiques	582 813	158 563
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	483 704	1 416 362
Reprises sur subventions d'investissements	1 455 422	1 256 667
Utilisations des fonds dédiés	1 041 052	943 973
Autres produits	7 179 990	6 957 012
Contributions financières	686 732	808 819
Dons	103 097	117 298
Total I	162 836 576	152 170 631
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	27 859 130	24 358 450
Variation de stock	38 025	141 423
Autres achats et charges externes	25 928 658	24 342 641
Impôts, taxes et versements assimilés	156 575	111 921
Salaires et traitements	67 274 982	63 717 688
Charges sociales	36 177 763	34 453 665
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		
Dotations aux amortissements	6 760 438	6 799 517
Dotations aux dépréciations des créances	326 015	298 704
Dotations aux provisions	369 656	319 907
Reports en fonds dédiés	1 045 778	1 347 012
Autres charges		
Créances irrécouvrables	410 055	1 031 004
Total II	166 347 076	156 921 931
1. RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-3 510 499	-4 751 300

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	31 054	100 000
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	713	260
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	31 767	100 260
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	1 570 500	1 513 963
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	1 570 500	1 513 963
2. RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-1 538 733	-1 413 703
3. RÉSULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-5 049 232	-6 165 002
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	386 202	812 059
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	386 202	812 059
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	106 965	596 362
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	106 965	596 362
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	279 237	215 697
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	163 254 545	153 082 950
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	168 024 540	159 032 256
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-4 769 995	-5 949 306
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

SOMMAIRE DES ANNEXES

au 31 décembre 2023



Annexe au bilan, avant répartition, clos le 31 décembre 2023, dont le total est de 90 716 310 € et au compte de résultat présenté sous forme de liste dont le total des produits est de 163 254 545 €, lesquels dégagent un résultat déficitaire de – 4 769 995 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 30 mai par le Conseil d'administration.

Les tableaux numérotés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Note n° 1 - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES AU 31 DÉCEMBRE 2023	11
Note n° 2 – TABLEAU DES IMMOBILISATIONS	14
Note n° 3 – TABLEAU DES AMORTISSEMENTS	15
Note n° 4 – ETAT DES CREANCES 2023	15
Note n° 5 – ETAT DES DETTES 2023.....	16
Note n° 6 – TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES	17
Note n° 7 – TABLEAU DES PROVISIONS	17
Note n° 8 – TABLEAU DES FONDS DEDIES	18
Note n° 9 – TABLEAU DES EMPRUNTS.....	18
Note n° 10 – TABLEAU D'ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF.....	19

Description de l'objet social

Le Groupe Hospitalier a été créé en 2003 avec pour objet social de :

- Gérer, sans but lucratif, les hôpitaux des Diaconesses et de la Croix Saint-Simon, ainsi que tout établissement de santé, afin d'apporter les soins, l'aide morale, spirituelle et matérielle à ceux qui connaissent des difficultés liées à la maladie, à l'âge, l'isolement, aux charges de famille ou à l'insuffisance de ressources, dans un esprit œcuménique,
- De participer à la recherche médicale et scientifique, à l'enseignement et à la formation professionnelle continue des professionnels de santé.

C'est un Établissement de Santé Privé d'Intérêt Collectif (ESPIC) qui participe au service public en matière de santé. Il s'agit d'une association Loi 1901, à but non lucratif, dirigée par un Directeur Général lui-même nommé par un Conseil d'Administration indépendant. L'établissement ne pratique aucun dépassement d'honoraires. Il est financé par la Sécurité Sociale et les dons de particuliers et d'entreprises via le fonds de dotation « HOSPIDON » créé fin 2016. Tous ses bénéfices sont réinvestis dans les projets de l'établissement : renforcement des équipes de soins, achats de nouveaux équipements de pointe, restructuration et modernisation des locaux.

L'Assemblée Générale du GH se compose des deux membres fondateurs, la Fondation Diaconesses de Reuilly et la Fondation Œuvre de la Croix Saint-Simon, représentée chacune par 18 membres. Le Conseil d'administration est constitué de 12 membres répartis à part égale entre les deux Fondations.

Description de la nature et du périmètre des activités

Le GH est un établissement résolument implanté dans l'Est parisien, alliant proximité, accès aux soins (service des urgences, consultations en secteur 1) et excellence : centre de référence national pour le traitement des infections ostéo-articulaires (CRIOA), service de procréation médicalement assisté labellisé ISO 9001, centre de référence de la maladie de Fabry, spécialisation sur des activités de niche comme l'endométriose ou la chirurgie réparatrice. Cela se traduit dans les bons résultats du GH, dans les classements grands publics (Le Point, Le Figaro pour la Maternité) ou spécialisés (Agence de biomédecine).

Les spécialités médicales mises en œuvre au GH sont les suivantes :

- Médecine : médecine interne, rhumatologie, gériatrie, infectiologie, oncologie, soins palliatifs, urgences,
- Chirurgie : orthopédie, chirurgie digestive, proctologie et gastro-entérologie, gynécologie, urologie,
- Obstétrique : maternité de type 1, centre de fertilité,
- Soins critiques : réanimation, soins continus, anesthésie,
- Plateau technique : blocs opératoires, pharmacie à usage intérieur (GCS PUI), imagerie conventionnelle et interventionnelle, laboratoire (GCS LCSH), plateaux de consultations et explorations fonctionnelles dont le Centre de Santé Bauchat-Nation.

Le GH dispose de 286 lits et 73 places.

En 2023, l'activité ambulatoire représente 60,6% des séjours (55,5% en 2019), tandis que l'hospitalisation conventionnelle représente 39,4%.

Au cours de cet exercice, le GH emploie 1 183 équivalents temps plein (ETP) travaillés dont 220 ETP médecins et 963 ETP non médicaux.

Description des moyens mis en œuvre

Le GH dispose d'un outil de travail d'une superficie totale de plus de 30.000 m², composé d'un bâtiment neuf de 13.000 m² et de 2 bâtiments entièrement rénovés. L'ensemble des services de chirurgie et de médecine aiguë ont été regroupés sur le site Avron en 2017. Sur le site Reuilly, la maternité, la PMA et l'Unité de Soins Palliatifs ont été regroupés au sein d'un même bâtiment fin 2020.

Le budget global de cette opération s'est élevé à environ 80 M€, dont 70% d'aides publiques dans le cadre du « Plan Hôpital 2007 ».

Le GH est propriétaire de la majorité des matériels médico-techniques et informatiques. Au cas par cas, il peut recourir à du crédit-bail lorsque ce choix est pertinent.

Il dispose d'un bail avec la Fondation Œuvre de la Croix Saint-Simon pour son site d'Avron et d'un bail avec la Fondation Diaconesses de Reuilly pour son site de Reuilly.

Le plateau technique se compose de 18 salles de blocs opératoires fonctionnant de 8h00 à 18h00, 5 jours sur 7, équipé d'un robot chirurgical Da Vinci. Les explorations fonctionnelles sont réalisées dans 3 salles d'endoscopie et 3 salles dédiées aux consultations externes. La réanimation et les unités de surveillance continue assurent la prise en charge complète des patients.

En imagerie, le GH dispose de 5 salles de radiologie, 1 centre d'imagerie du sein, 1 scanner et des vacations d'IRM sur chaque site (Reuilly / Avron) dans le cadre du GIE « IRM Paris Est » dont 40 % des parts sont détenues par le GH.

Les analyses biologiques sont réalisées par le GCS LCSH (Groupement de Coopération Sanitaire ; Laboratoire des Centres de Santé et Hôpitaux d'Île-de-France), au sein duquel le GH détient 49,76% des parts.

Les analyses d'anatomo-pathologie et de biologie moléculaire sont intégralement sous-traitées.

La Pharmacie à Usage Intérieur (PUI) fait l'objet d'un Groupement de Coopération Sanitaire avec la Fondation Œuvre de la Croix Saint-Simon afin de délivrer les médicaments pour son activité d'Hospitalisation À Domicile (HAD). A ce titre, le GH refacture à prix coûtant les produits achetés ainsi que le personnel mobilisé pour cette prestation.

Faits marquants de l'exercice

L'année 2023 concrétise la reprise d'activité tirée par une croissance des séjours d'hospitalisation de plus de 10% par rapport à 2022. Cela s'est matérialisé par le dépassement de la Garantie de Financement. Ceci a été permis par la réouverture des lits opérée progressivement au cours de l'année 2022, grâce au recrutement de personnel. L'Unité de Soins Palliatif a notamment pu rouvrir, en novembre 2023, les 10 lits fermés suite à l'incendie survenu un an auparavant.

Du côté des dépenses, le GH a engagé un plan d'économies ambitieux et supérieur à celui prévu au budget initial. Il a consisté principalement en la fermeture d'une unité de chirurgie mutualisée de 28 lits, afin de maximiser les taux d'occupation respectifs desdites unités, ainsi qu'en procédant au non-remplacement suite au départ de plusieurs médecins, Directeurs et personnels administratifs. Ceci sans grever l'activité pour autant.

Les pressions, toujours existantes, pour retenir et attirer des professionnels qualifiés conduisent à poursuivre les mesures salariales initiées depuis 2021, en particulier dans les domaines en pénurie. Certaines ont été financées, comme la distribution d'une prime de partage de la valeur, la revalorisation des rémunérations de +1,3% ou la majoration de 50% des gardes d'internes.

Enfin, les tensions de trésorerie, conséquence de la dégradation financière, ont nécessité un recours plus élevé à des concours bancaires, négociés et obtenus auprès de nos partenaires.

En synthèse, les principaux résultats financiers de l'exercice sont les suivants :

- L'exercice 2023 se solde par un résultat net de – 4.770 K€, en ligne avec le budget présenté à l'Agence Régionale de Santé (-4,5 M€, intégrant 4,4 M€ d'aides) et en amélioration de 1.179 K€ par rapport à l'exercice 2022, malgré des aides de l'ARS limitées à 2,6 M€, et donc inférieures de 1,8 M€ des aides prévues au budget.
- La capacité d'autofinancement s'établit à 747 K€ contre -1.204 K€ en 2022, en amélioration de 1.951 K€.
- Le niveau des investissements s'élève à 2,9 M€, contre 6,1 M€ en 2022 (3,7 M€ hors crédit-bail).
- Le niveau de trésorerie fin 2023 est de 3.050 K€ (tenant compte de l'affacturage), contre 1.243 K€ fin 2022.

Note n° 1 - RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES AU 31 DÉCEMBRE 2023

1. Principes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2. Règles et méthodes comptables

▪ Éléments empêchant la comparabilité des exercices

Aucun élément n'a été relevé pour cet exercice par rapport à l'exercice précédent.

▪ Méthodes comptables

Le reste des présentations et les autres méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- du règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- du règlement de l'ANC 2014-03 et des règlements ultérieurs relatifs au plan comptable général ;
- du règlement n°99-04 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

L'évaluation des engagements pour départ en retraite actualisée à fin 2023 est disponible en annexe.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence aux règles et méthodes décrites ci-dessous :

▪ Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|--|---------------------|
| • Immobilisations incorporelles | de 3 à 30 ans |
| • Travaux TC1, TC2 et TC3 | de 10, 15 et 30 ans |
| • Installations générales, agencements, aménagements | de 2 à 30 ans |
| • Matériel médical | de 3 à 15 ans |
| • Matériel informatique | de 3 à 10 ans |
| • Autres (mobilier ...) | de 3 à 15 ans |

- Stocks

Les stocks de pharmacie et de matériel médical, hôtellerie et fournitures de bureau ont été évalués à leur prix d'achat moyen pondéré.

- Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

- Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

- Provisions

La note 7 décrit l'état de ces provisions.

A noter qu'une provision pour congés payés, en conséquence des arrêts de la Cour de Cassation du 13 septembre 2023 ayant jugé que les dispositions du Code du Travail étaient contraires au droit de l'Union Européenne, auxquels le Conseil d'Etat a rendu un avis dans ses séances des 7 et 11 mars 2024, et sur lequel la loi a été amendée tel que paru au Journal Officiel le 23 avril 2024 (Loi n° 2024-364 du 22 avril 2024). En particulier, le nouvel article L. 3141-19-1 prévu au Code du Travail prévoit que les congés acquis avant et/ou pendant un arrêt de travail et qui n'ont pas pu être pris au cours de la période annuelle de congés sont reportés pour pouvoir être pris à l'issue de la période de suspension du contrat de travail. Cette disposition implique une augmentation mécanique de la provision pour congés payés.

La période considérée pour calculer la provision est de 3 ans.
Le montant provisionné pour les personnels encore en poste est de 249 K€.
Le montant provisionné pour les personnels sortis est de 73,6 K€.

- Fonds dédiés

La note 8 décrit l'état de ces fonds.

- Contributions volontaires en nature

Le GH n'a pas bénéficié de contribution volontaire en nature lors de l'exercice 2023.

- Provisions pour indemnités de départ à la retraite (PIDR)

Le montant du passif social (indemnités théoriques de départ en retraite à verser) au 31/12/2023 est de 3 042 667 €, en diminution de 492 K€ par rapport à l'exercice précédent. Il tient compte du nombre de départs en retraite prévus dans les années à venir ainsi que de divers paramètres économiques (exemple : augmentation annuelle des salaires, taux d'actualisation, etc...), sociaux (exemple : taux de charges sociales patronales, taux de rotation par catégorie de personnel, etc...) et techniques. Ces différents paramètres de calcul sont détaillés en annexe.
Cette provision n'est pas comptabilisée dans les comptes.

3. Événements postérieurs à la clôture

Aucun évènement post-clôture n'est à signaler.

4. Evolution de périmètre

Il n'y a pas d'évolution de périmètre à noter en 2023.

5. Divers

▪ Honoraires CAC

Les honoraires du Commissaire aux Comptes s'élèvent à 49 000 € HT sur l'exercice.

▪ Rémunération des trois plus hauts dirigeants de l'Association

Les membres du Bureau de l'Association sont bénévoles et ne perçoivent pas de rémunération.

▪ Engagements hors bilan

Contrats de crédit-baux

Le tableau ci-dessous détaille les contrats détenus par le GH en crédit-bail au 31/12/2023 :

n°contrat	ORGANISME	LIBELLE	Montant TTC	Date de début	Date de fin	En cours au 31/12/2022	loyers 2023	En cours au 31/12/2023
822367/00/137	NATIXIS	Robot chirurgical da vinci	1 872 000	19/12/2011	19/11/2018			
001321011-00	SOGLEASE	Table radio télécommandée primax	286 692	01/10/2015	01/09/2022	-10 962	13 420	-24 382
001421499-00	SOGLEASE	Table radio télécommandée connexity	254 720	10/01/2017	10/12/2023	36 392	36 600	-208
001421500-00	SOGLEASE	Mammographe sénographe	250 800	15/01/2017	15/12/2022	-176	23 481	-23 657
001480749-00	SOGLEASE	Arceau chirurgical mobile	69 564	20/09/2017	20/08/2024	16 615	10 013	6 602
001480766-00	SOGLEASE	Echographe voluson	80 000	20/09/2017	20/08/2024	19 107	11 515	7 592
001480757-00	SOGLEASE	Echographe numérique vivid	75 000	31/10/2017	20/09/2024	18 811	10 795	8 016
001546221-00	SOGLEASE	Echographe flexfocus 500 bk medical	58 512	05/05/2018	05/04/2023	3 845	11 790	-7 945
001541625-00	SOGLEASE	2 Armoires sécurisées BECTON	57 533	20/10/2018	20/09/2025	22 925	8 383	14 542
001562661-00	SOGLEASE	Serveur Media Agent DELL/Baie/Logiciels STORD	48 800	23/09/2018	23/08/2023	6 414	9 753	-3 339
001546269-00	SOGLEASE	Echographe Venue50+accessoires IMT	21 090	20/10/2018	20/09/2023	3 124	4 211	-1 087
001480628-00	SOGLEASE	Automate dispensation ROWAVMAX	150 173	15/02/2019	15/01/2026	65 925	21 449	44 477
001617258-00	SOGLEASE	Echographe premium aplio i800 Canon	105 347	15/03/2019	15/02/2025	38 186	17 386	20 800
001618585-00	SOGLEASE	Systèmes VNX5600	104 521	15/04/2019	15/03/2024	25 620	20 898	4 722
001627071-00	SOGLEASE	Echo endo Pentax EG-3670URK	73 195	05/05/2019	05/04/2024	19 151	14 632	4 519
001624459-00	SOGLEASE	Armoires sécurisées	47 495	01/01/2020	30/11/2024	17 835	9 492	8 343
001683027-00	SOGLEASE	4 Commutateurs Cisco Catalyst	162 929	20/01/2020	20/12/2024	64 674	32 579	32 095
001702688-00	SOGLEASE/CSNB	2 vidéos gastroscopes/2 vidéos coloscopes	82 558	15/08/2020	15/07/2025	42 619	16 512	26 107
001702687-00	SOGLEASE/CSNB	Echographe aplio A450U Upgrade aplio 500	84 679	15/08/2020	15/07/2025	43 715	16 936	26 779
001702686-00	SOGLEASE/CSNB	Echographe Voluson S10+1 Upgrade VE8	82 104	15/08/2020	15/07/2025	42 384	16 421	25 964
354 414	COOPAMAT	Table radiologie Discovery RF180	282 000	06/01/2022	06/12/2028	240 840	40 833	200 007
1833950-00-1	SOGLEASE	Vidéos gastroscopes et coloscope	98 628	05/06/2022	05/05/2027	87 085	19 726	67 360
1833951-00-1	SOGLEASE	Echo endoscope radial	54 876	05/06/2022	05/05/2027	48 438	10 975	37 463
1833952-00-1	SOGLEASE	Vidéo écho endoscope	55 560	05/06/2022	05/05/2027	49 042	11 112	37 930
001814631-00-2	SOGLEASE	Système DA VINCI XI SINGLE	1 500 000	20/07/2022	20/06/2029	1 390 109	219 710	1 170 399
TOTAL CREDIT BAIL			5 958 776			2 291 717	608 620	1 683 097

Convention de cession de créances – La Banque Postale

Au cours de l'année 2023, le Groupe Hospitalier a changé de partenaire d'affacturage. Le précédent contrat avait été mis en place en décembre 2019 avec la Société Générale Factoring pour un plafond de 6 M€ (7,7 M€ ponctuellement fin 2022). Le nouveau contrat a été passé avec la Banque Postale, pour un plafond de 10 M€.

Les règlements mensuels de l'Assurance Maladie sont perçus par la Banque Postale en contrepartie de la mise à disposition du GH d'un concours court terme dont le plafond est fixé à 10 M€. Au 31/12/2023, la mobilisation de la ligne était de 10 M€.

Note n° 2 – TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute en début d'exercice	Acquisitions	Sorties d'actif	Virement poste à poste	Valeur brute en fin d'exercice
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>					
Honoraires	14 595 756	284 533			14 880 290
Autres immobilisations incorporelles	5 012 492	67 250			5 079 742
Avances et acomptes					
TOTAL (I)	19 608 249	351 783			19 960 032
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>					
Terrains					315 000
Constructions	315 000				45 226 646
Constructions TC1	45 226 646				15 392 532
Constructions TC2	15 392 532				6 604 657
Constructions T3	6 604 657				20 072 865
Constructions, Installations générales	18 302 794	1 770 071			33 078 849
Installations techniques, matériel & outillage	32 277 181	801 669			1 841 778
Installations générales, aménagements divers	1 776 908	64 870			36 405
Matériel de transport	36 405				7 414 763
Matériel de bureau et informatique	7 129 105	285 658			1 358 273
Mobilier	1 348 393	9 880			
Autres					
Avances et acomptes					
TOTAL (II)	128 409 621	2 932 147			131 341 768
<u>IMMOBILISATIONS EN COURS</u>					
Immobilisations en cours	624 684	-359 610			265 074
TOTAL (III)	624 684	-359 610			265 074
<u>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</u>					
Autres participations	63 670				63 670
Autres titres immobilisés (réfaction sur dotation)					3 934 512
Prêts et autres immobilisations financières	4 566 930	-632 418			
TOTAL (IV)	4 630 600	-632 418			3 998 182
TOTAL (I+II+III+IV)	153 273 154	2 291 903			155 565 056

Note n° 3 – TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS	Valeur brute en début d'exercice	Dotations	Reprises	Sorties	Valeur brute en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Honoraires	5 194 341	575 767			5 770 107
Autres immobilisations incorporelles	4 356 930	209 197			4 566 128
Avances et acomptes, en-cours					
TOTAL (I)	9 551 271	784 963			10 336 235
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions	157 486	10 499			167 985
Constructions TC1	15 915 803	1 768 524			17 684 327
Constructions TC2	3 698 254	619 060			4 317 315
Constructions TC3	574 943	275 792			850 735
Constructions, Installations générales	13 128 491	1 097 001			14 225 492
Installations techniques, matériel & outillage	26 517 049	1 589 473			28 106 522
Installations générales, aménagements divers	1 449 078	93 999			1 543 077
Matériel de transport	36 405				36 405
Matériel de bureau et informatique	6 259 532	470 876			6 730 408
Mobilier	1 264 289	50 251			1 314 539
Autres					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
TOTAL (II)	69 001 329	5 975 475			74 976 805
TOTAL (I+II)	78 552 601	6 760 438			85 313 040

Note n° 4 – ETAT DES CREANCES 2023

CRÉANCES		MONTANT BRUT	DEGRÉ DE LIQUIDITÉ DE L'ACTIF	
			à un an au plus	à plus d'un an
De l'actif immobilisé	Prêts (1)	0	0	
	Autres immobilisations financières	3 998 182	635 472	3 362 710
De l'actif circulant	Usagers et comptes rattachés	3 618 096	3 618 096	
	Clients douteux et litigieux			
	Autres créances mutuelles et tiers payants			
	Assurance Maladie	7 133 903	7 133 903	
	Autres créances	6 018 166	6 018 166	
	Charges constatées d'avance	792 922	792 922	
	TOTAL	21 561 269	18 198 559	3 362 710
	(1) Montant : - Prêts accordés en cours d'exercice - Remboursements obtenus en cours d'exercice			

Note n° 5 – ETAT DES DETTES 2023

DETTES	MONTANT BRUT	DEGRE D'EXIGIBILITE		
		1 an au plus (2024)	à plus d'un an et moins 5 ans (2025 à 2028)	à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	40 656 681	2 283 735	15 279 650	23 093 296
Emprunts et dettes financières divers	765 000	63 750	255 000	446 250
Avance de trésorerie				
Fournisseurs et comptes rattachés	8 433 123	8 433 123		
Dettes fiscales et sociales	16 148 687	16 148 687		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Dépôts des hébergés				
Autres dettes	4 580 689	4 580 689		
Produits constatés d'avance	243 075	243 075		
TOTAL	70 827 255	31 753 059	15 534 650	23 539 546
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

DÉTAIL DES DETTES FISCALES ET SOCIALES

Détail des charges à payer	Montants
1) Personnel	231 163
2) Organismes sociaux	5 136 950
3) Taxes dues sur les rémunérations	2 078 021
4) Dettes concernant les congés payés	6 279 592
5) Personnel autres charges à payer	2 422 962
TOTAL	16 148 687

DÉTAIL DES AUTRES DETTES

Détail des charges à payer	Montants
1) Liaison Groupe FDR	114 763
2) Liaison GCS Labo	723 761
3) Liaison GCS PUI	2 338 873
4) Autres dettes	1 403 292
TOTAL	4 580 689

Note n° 6 – TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Reclassement	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Apport Océane	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	14 754 720						14 754 720
Réserves	3 660 955						3 660 955
Reports à nouveau	-13 156 443		-5 949 306				-19 105 749
Excédent ou déficit de l'exercice	-5 949 306		5 949 306			-4 769 995	-4 769 995
Situation nette	-690 074					-4 769 995	-5 460 069
Subventions d'investissement	19 404 096			1 727 507		-1 459 422	19 672 181
Provisions Réglementées							
TOTAL	18 714 022			1 727 507		-6 229 417	14 212 112

Note n° 7 – TABLEAU DES PROVISIONS

NATURE DES PROVISIONS	Montant en début d'exercice	Reclassement	Dotation exercice	Reprise exercice	Montant en fin d'exercice
<u>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</u>					
Provisions pour renouvellement immobilisations					
Provisions pour grosses réparations					
Provisions pour charges					
Provisions pour risques	423 675		369 656	185 000	608 331
TOTAL (I)	423 675	0	369 656	185 000	608 331
<u>PROVISIONS POUR DEPRECIATION</u>					
Sur immobilisations :					
- incorporelles					
- corporelles					
- financières					
Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients	298 704		326 015	298 704	326 015
Sur autres débiteurs	35 269				35 269
Autres provisions pour dépréciation					
TOTAL (II)	333 973	0	326 015	298 704	361 284
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	757 648	0	695 671	483 704	969 615
Dont dotations et reprises :					
- d'exploitation		0	695 671	483 704	
- financières					
- exceptionnelles					

Note n° 8 – TABLEAU DES FONDS DEDIES

NATURE DES FONDS DÉDIÉS	Montant en début d'exercice	Dotation exercice	Reprise exercice	Reclassement	Montant en fin d'exercice
FONDS DEDIES					
Sur apports affectés	0				0
Sous total apports affectés	0		0		0
Aide investissement ARS Restructuration des sites	0				0
Aide invest ARS (PMA/COVID)	1 070 851		167 718		903 133
Fonds dédiés liés à l'exploitation	385 487	255 950	163 120		478 317
Sous total fonds dédiés sur subvention	1 456 338	255 950	330 838	0	1 381 450
Don USP	0				0
Don Tibériade	0				0
Dons Groupe Hospitalier	3 322 073	686 732	624 092	4	3 384 717
Dons des services	277 469	103 097	86 122	8 000	302 444
Sous total fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	3 599 544	789 828	710 214	8 004	3 687 162
TOTAL (1)	5 055 882	1 045 778	1 041 052	8 004	5 068 612

Note n° 9 – TABLEAU DES EMPRUNTS

N° des emprunts	Organisme	Montant	Date de fin de l'emprunt	Capital restant dû au 31/12/2022	Emprunts souscrits en 2023	Rembt capital 2023	Capital restant dû au 31/12/2023
164 854	CALYON 2007	6 000 000	01/09/36	2 844 827		103 448	2 741 379
164 855	CALYON 2008	20 000 000	01/09/36	9 821 428		357 142	9 464 286
164 856	CALYON 2009	14 500 000	01/09/36	7 384 259		268 518	7 115 741
164 857	BFCC 2012	8 500 000	27/01/34	4 443 182		386 364	4 056 818
164 858	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE 2012	8 500 000	11/01/34	4 346 591		386 364	3 960 227
164 859	BFCC 2015	2 000 000	16/10/30	1 148 093		132 736	1 015 357
164 860	CAISSE D'ÉPARGNE 2015	3 000 000	25/11/30	1 600 000		200 000	1 400 000
164 861	BFCC 2016	3 000 000	29/07/31	1 916 923		194 784	1 722 139
164 862	BFCC 2017	2 000 000	12/09/29	1 191 357		165 890	1 025 467
164 863	BFCC 2020	2 000 000	10/02/35	1 675 096		130 954	1 544 142
164 864	BFCC 2020	3 000 000	10/04/35	2 513 026		196 225	2 316 801
164 865	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE 2022	5 000 000	02/02/32	4 610 813		473 357	4 137 456
164 810	PRÊT ASSOCIATIF FONDATION 2003	1 275 000	31/12/07	828 750		63 750	765 000
TOTAL EMPRUNTS		78 775 000		44 324 345	0	3 059 532	41 264 813

INTÉRÊTS COURUS NON ÉCHUS

156 868

TOTAL GÉNÉRAL**41 421 681**

Note n° 10 – TABLEAU D'ÉVOLUTION DE L'EFFECTIF

Définition : L'effectif annuel moyen est obtenu à partir des heures travaillées mensuellement pour l'ensemble des salariés, rapportées à un horaire de référence (151,67 heures pour le personnel non médical). Le tableau ci-dessous présente les ETP moyens annuels correspondant aux CDI, CDD, vacataires, FFI et personnel mis à disposition sur le GH pour le personnel médical. Sont exclus les temps de formation, les allocations études.

	Etp travaillé moyen Annuel 2020	Etp travaillé moyen Annuel 2021	Etp travaillé moyen Annuel 2022	Etp travaillé moyen Annuel 2023	Ecart 2023 / 2022	
Sénior (dont médecin vacataires)	154,60	164,88	166,62	169,13	2,51	1,5%
FFI	4,00	5,83	7,60	4,91	-2,69	
Personnel Médical	158,60	170,71	174,23	174,04	-0,19	-0,1%
Contrat d'apprentissage	1,46	5,44	7,43	8,48	1,05	
Stagiaire						
Total Contrats aidés + allocations + stagiaires	1,46	5,44	7,43	8,48	1,05	
Pers de Restauration & Transport	19,46	18,78	18,66	19,07	0,41	
Perso. du parc automobile						
Perso. Informatique	14,82	16,37	15,80	17,38	1,58	
Personnels techniques et ouvriers	15,28	15,85	15,20	11,32	-3,88	
Total Personnel techniques et ouvriers	49,56	51,00	49,66	47,77	-1,89	
Perso. administratifs	115,65	123,60	124,65	131,38	6,73	
Personnels de direction	9,86	10,01	10,21	11,54	1,33	
Secrétaires médicaux	70,41	77,34	74,63	72,04	-2,59	
Total Personnels de direction et administratifs	195,93	210,96	209,49	214,96	5,47	
ASD	131,09	145,01	140,87	148,03	7,15	
ASH & Magasiniers	67,53	68,01	68,81	70,45	1,64	
Auxiliaires de puér.	23,25	23,56	24,69	24,26	-0,43	
Diététiciens	1,95	2,62	2,62	2,18	-0,44	
IADE	25,98	25,11	27,12	31,04	3,92	
IBODE	29,54	32,26	32,10	32,84	0,74	
IDE	202,08	202,09	188,61	200,30	11,69	
Masseurs kinésithérapeutes	9,80	8,70	9,14	9,56	0,42	
Brancardiers	25,76	28,70	31,04	31,88	0,84	
Personnels d'encadrement (Soins, Médico , tech	31,90	32,33	33,16	31,66	-1,50	
Psychologues	5,48	6,08	6,80	8,24	1,44	
Puéricultrices	4,76	5,28	4,24	3,24	-1,00	
Sages-femmes y compris encadrement	38,88	39,62	37,79	39,29	1,50	
Total Personnels des services de soins	598,00	619,37	606,98	632,97	25,99	
Assistants de service social	5,50	5,88	5,81	6,16	0,35	
Total Personnels éducatifs et sociaux	5,50	5,88	5,81	6,16	0,35	
Manipulateurs d'électroradiologie	14,87	13,83	14,20	12,57	-1,63	
Préparateur en pharmacie	11,91	10,02	10,69	10,81	0,12	
Techniciens de labo.	12,31	10,92	10,92	10,25	-0,67	
Total Personnels médico-techniques	39,09	34,78	35,81	33,63	-2,18	
Total Personnel Non Médical	889,53	927,42	915,18	943,97	28,79	3,1%
Total PM + PNM	1 048,13	1 098,13	1 089,41	1 118,01	28,60	2,6%
Intérim PNM	7,91	14,70	19,30	18,85	-0,45	-2,3%
Intérim PM			1,46	0,25	-1,21	
Internes AP	33,67	42,67	43,50	45,50	2,00	
Total	1 089,71	1 155,50	1 153,67	1 182,61	28,94	2,5%
PNM Total		942,12	934,48	962,82	28,34	3,0%
PM Total		213,38	219,19	219,79	0,60	0,3%

L'évolution globale est +2.5 % en 2023, dont + 0.3% pour le PM et +3% pour le PNM.